

Avis n° 04-736
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 7 septembre 2004
sur la décision tarifaire n°2004118 de France Télécom
relative à l'évolution du Forfait PRO/PME France et Mobiles

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 11 août 2004 ;

Après en avoir délibéré le 7 septembre 2004 ;

1. L'objet de la décision tarifaire

La présente décision tarifaire a pour objet l'évolution de l'offre « Forfait PRO/PME France et Mobiles »¹.

Le client qui souscrit à cette offre bénéficie actuellement de l'un des 16 forfaits mensuels, comportant :

- des heures de communications locales et nationales ;
- des heures de communications fixes vers mobiles d'opérateurs du réseau métropolitain (Orange, SFR, Bouygues Télécom) ;
- des minutes d'usage du service "Réunion Téléphone" ;
- des tarifs spécifiques pour les autres communications.

France Télécom souhaite offrir à ces clients et aux nouveaux souscripteurs des minutes de communications fixe vers mobiles tous les mois afin de limiter la substitution du fixe par le mobile pour ce type de communications.

Les minutes mobiles offertes sont calculées sur la base du nombre de minutes mobiles comprises dans le forfait détenu et représentent 5% de ces minutes.

¹ Offre de forfaits portant sur le trafic fixe et le trafic fixe vers mobiles destinés aux clients professionnels et aux entreprises

2. L'analyse de l'Autorité

L'ajout de minutes gratuites d'appels vers les mobiles dans le Forfait PRO/PME France et Mobiles se traduit, selon l'Autorité, par une baisse de prix des communications passées dans le cadre des forfaits auxquels elle s'applique.

L'Autorité a en conséquence vérifié dans quelle mesure les niveaux tarifaires atteints par l'application de cette modalité sont *a priori* compatibles avec les coûts ainsi modifiés que supporterait un opérateur alternatif, jugé efficace, qui souhaiterait commercialiser des offres comparables en ayant recours aux services d'interconnexion de France Télécom.

Au terme de cette analyse, l'Autorité considère que les niveaux tarifaires proposés ne sont pas susceptibles a priori de générer un effet de ciseau tarifaire pour un opérateur alternatif.

3. Conclusion

Elle émet un avis favorable sur la décision 2004118 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 septembre 2004

Le Président

Paul Champsaur